

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1741

17 août 2007

SOMMAIRE

Abys S.A.	83528	Manachia S.A.	83527
Aluco S.A.	83529	Musicont S.A.	83522
Amazon Europe Holding Technologies S.C.S.	83522	North South Properties S.à r.l.	83526
Anziehend Mode und Anderes S.à r.l.	83564	Ocean-Tours S.à r.l.	83530
ASIF Agricultural-Shipping-Industrial-Fi- nance Holding S.A.	83568	Partner Invest S.A.	83528
ASO Holding	83531	Peinture STEFFEN et Fils S.à.r.l.	83530
Auto Moto Zone S.à r.l.	83529	Perfas S.A.H.	83565
Azurit S.à r.l.	83536	Prodefa S.A.	83530
Breeze East Finance S.A.	83546	Risla S.A.H.	83565
Bugs S.A.	83526	SAF-Holland S.A.	83565
Bureau d'Assurances Steffen Jos	83528	SARL du Riesthal	83525
Duke Fashion S.A.	83526	Sàrl Marck	83546
Efficace S.A.	83545	SARL Mymosa	83525
Elitek S.A.	83528	School S.à r.l.	83537
Exane Funds 1	83566	Sheridan S.A.	83566
Gardenia Holding S.A.	83567	ShweDagon Investissements S.A.	83565
Givre Investissements S.A.	83568	ShweDagon Investissements S.A.	83566
Glacier Re Holdings S.à r.l.	83524	SI PO LE MOS S.A.	83568
Gradel	83529	Skandia Investment Advisory Consultants S.A.	83525
Gramuglia-Boutet S.e.n.c.	83545	Société de Gestion du Patrimoine Familia- le " J " Holding S.A.	83557
GSI Holding S.A.	83523	Société de Gestion du Patrimoine Familia- le " M " Holding S.A.	83564
HT Luxembourg S.à r.l.	83523	Tamago S.A.	83557
Immobilière Interfiduciaire	83523	Treveria Nineteen S.à r.l.	83522
Industrial Support S.A.	83536	Treveria Twenty S.à r.l.	83524
Kravatski Invest S.A.	83557	Triangle Digital INX Europe S.A.	83524
LCF Financial Participations S.à r.l.	83567	Valore 3 S.A.	83567
Lorman	83529	VGL S.à.r.l.	83545
Ludilaur S.A.	83530	Victory Asset Management S.A.	83545
Manachia S.A.	83527	Whirlwind Participations S.A.	83527
Manachia S.A.	83526		
Manachia S.A.	83527		

Musicont S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 10.759.

Constituée par-devant M^e André Schwachtgen, notaire alors de résidence à Pétange, en date du 27 février 1973, acte publié au Mémorial C no 75 du 2 mai 1973, modifiée par-devant Maître Frank Baden, notaire alors de résidence à Mersch et maintenant à Luxembourg, en date du 21 décembre 1977, acte publié au Mémorial C no 37 du 27 février 1978, modifiée par-devant le même notaire en date du 15 octobre 1981, acte publié au Mémorial C no 1 du 4 janvier 1982, modifié par-devant le même notaire en date du 26 octobre 1993, acte publié au Mémorial C no 600 du 17 décembre 1993, modifiée par-devant le même notaire en date du 4 décembre 1996, acte publié au Mémorial C no 123 du 14 mars 1997. Le capital a été converti en EUR en date du 17 mai 2000, l'acte afférent a été publié par extrait au Mémorial C no 703 du 28 septembre 2000. Les statuts ont été modifiés par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 28 juin 2004, acte publié au Mémorial C no 942 du 22 septembre 2004.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MUSICONT S.A.
BERNARD & ASSOCIES S.C.
Signature

Référence de publication: 2007081764/3361/23.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01857. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 3.864,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 101.270.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2007.

Pour AMAZON EUROPE HOLDING TECHNOLOGIES SCS
Signature

Référence de publication: 2007081857/2134/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01214. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Treveria Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 124.943.

En date du 26 juin 2007, TREVERIA H S.à r.l. a cédé la totalité de ses 500 parts sociales dans la société TREVERIA NINETEEN S.à r.l. à la société TREVERIA F S.à r.l.

En conséquence, TREVERIA F S.à r.l. détient la totalité des 500 parts sociales de la société TREVERIA NINETEEN S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081928/581/16.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01680. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

GSI Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 93.227.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 6 mai 2003, acte publié au
Mémorial C n^o 562 du 23 mai 2003.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GSI HOLDING S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007081735/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03099. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Immobilière Interfiduciaire, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 40.682.

La société a été transformée de société civile particulière en société anonyme suivant acte reçu par M^e Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg en date du 26 juin 1992, publié au Mémorial C no 497 du 31 octobre 1992. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par M^e Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 17 juin 1993, publié au Mémorial C no 430 du 16 septembre 1993 et suivant actes reçus par M^e Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 1996, publié au Mémorial C no 106 du 5 mars 1997, en date du 11 août 2000, publié au Mémorial C no 79 du 2 février 2001, en date du 5 décembre 2000, publié au Mémorial C no 548 du 19 juillet 2001, en date du 15 mai 2001, publié au Mémorial C no 1140 du 11 décembre 2001, en date du 1^{er} juillet 2002, acte publié au Mémorial C no 1322 du 12 septembre 2002 et en date du 20 novembre 2002, acte publié au Mémorial C no 1819 du 28 décembre 2002

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMMOBILIERE INTERFIDUCIAIRE S.A.

BERNARD & ASSOCIES, société civile

Signature

Référence de publication: 2007081765/3361/23.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01860. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

HT Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.341.675,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 105.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007081854/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04029. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Treveria Twenty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 124.944.

En date du 26 juin 2007, TREVERIA H S.à r.l. a cédé la totalité de ses 500 parts sociales dans la société TREVERIA TWENTY S.à r.l. à la société TREVERIA F S.à r.l.

En conséquence, TREVERIA F S.à r.l. détient la totalité des 500 parts sociales de la société TREVERIA TWENTY S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081927/581/16.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01870. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Glacier Re Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 283.936.128,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 104.275.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2007.

Pour GLACIER RE HOLDINGS Sàrl

MERCURIA SERVICES S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2007081853/1005/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03297. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Triangle Digital INX Europe S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 510.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 114.554.

RECTIFICATIF

Extrait

Lors du dépôt N ° 070050191 du 17 avril 2007 des résolutions des associés prises en date du 28 février 2007, une erreur matérielle concernant le pouvoir de signature s'est produite.

La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs incluant la signature d'un administrateur-délégué, ou par la seule signature d'un administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 juillet 2007.

Pour extrait conforme

ATOZ

Signature

Référence de publication: 2007081696/4170/21.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04326. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

SARL Mymosa, Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach.
R.C.S. Luxembourg B 119.231.

—
DISSOLUTION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés du 7 juin 2007

- L'assemblée a prononcé la clôture de la liquidation et a constaté que la Société a définitivement cessé d'exister au 7 juin 2007.

- L'assemblée a décidé que les livres et les documents de la Société resteront déposés pendant 5 années à L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach à partir de la date de la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Klein
Le liquidateur

Référence de publication: 2007082090/1091/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2007, réf. LSO-CF09888. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Skandia Investment Advisory Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.867.

—
DISSOLUTION

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale tenue en date du 14 décembre 2006, que la clôture de la liquidation a été prononcée, et que le dépôt des livres sociaux pendant une période de cinq ans au siège social de la société a été ordonné.

La totalité du produit net de liquidation a été distribuée aux actionnaires et donc aucun montant n'a été transféré à la Caisse de Consignation.

Pour SKANDIA INVESTMENT ADVISORY CONSULTANTS S.A.
BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE
Signature

Référence de publication: 2007082089/1126/18.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02174. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

SARL du Riesthal, Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach.
R.C.S. Luxembourg B 118.946.

—
DISSOLUTION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés du 7 juin 2007

- L'assemblée a prononcé la clôture de la liquidation et a constaté que la Société a définitivement cessé d'exister au 7 juin 2007.

- L'assemblée a décidé que les livres et les documents de la Société resteront déposés pendant 5 années à L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach à partir de la date de la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Klein
Le liquidateur

Référence de publication: 2007082091/1091/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2007, réf. LSO-CF09883. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Duke Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 99.040.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081475/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02221. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

North South Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.772.000,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 97.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES

Signature

Référence de publication: 2007081852/1005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03341. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Bugs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 15, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 99.929.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wasserbillig, le 30 mai 2007.

BUGS S.A.

Signature

Référence de publication: 2007081753/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02974. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Manachia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8217 Mamer, 39, Op Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 68.880.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007081752/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02970. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Whirlwind Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 109.805.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081477/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02261. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Manachia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8217 Mamer, 39, Op Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 68.880.

Le bilan au 31 décembre 2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007081751/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02968. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Manachia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8217 Mamer, 39, Op Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 68.880.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007081750/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02965. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Manachia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8217 Mamer, 39, Op Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 68.880.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007081749/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02962. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Partner Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 114.461.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081476/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02271. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Abys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 86.075.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007081748/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02980. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Elitek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 47.916.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELITEK S.A.

I. Schul / C. Bitterlich

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007081730/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03234. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Bureau d'Assurances Steffen Jos, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4929 Hautcharage, 3, rue du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 75.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BUREAU D'ASSURANCES STEFFEN JOS SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081600/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2007, réf. LSO-CF09386. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Aluco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 78, Millewée.
R.C.S. Luxembourg B 10.459.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081493/3164/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04444. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Auto Moto Zone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5813 Fentange, 4, rue Pierre Anen.
R.C.S. Luxembourg B 111.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AUTO MOTO ZONE S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081598/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02928. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Gradel, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 38, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 6.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRADEL SA

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081595/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02937. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Lorman, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.
R.C.S. Luxembourg B 89.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LORMAN SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081592/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02957. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Prodefa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 10, rue Goell.

R.C.S. Luxembourg B 74.594.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081534/603/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG02030. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Ludilaur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8005 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 73.564.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUDILAU SA

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081588/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02966. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Ocean-Tours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1726 Luxembourg, 13, rue Pierre Hentges.

R.C.S. Luxembourg B 49.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OCEAN-TOURS SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081586/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02967. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Peinture STEFFEN et Fils S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 34, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 73.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PEINTURE STEFFEN ET FILS SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2007081582/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02973. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

ASO Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7210 Helmsange, 22, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 129.547.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the fourteenth day of June.

Before the undersigned Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared:

Mr Allan Strand Olesen, private employee, born in Torsted, Denmark on 17 December 1967, residing in 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Luxembourg.

Such appearing party has drawn up the following articles of incorporation (the «Articles») of a private limited liability company:

Title I. Object, Duration, Name, Registered Office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares and all those who may become partners in future, a private limited liability company which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies (the «Law»), as amended from time to time as well as by the Articles (the «Company»).

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of ASO HOLDING.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the City of Walferdange. It may be transferred to any other place within the city of Walferdange by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers, or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg, by a resolution of its sole partner, or in case of plurality of partners, by a decision of partners. Branches and other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Title II. Share Capital, Shares

Art. 6. The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500.-) represented by one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty-five Euros (€ 125.-) each fully paid up. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The capital may be changed at any time by agreement of a majority of partners representing three quarter of the capital at least.

The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing partners, in proportion to their part in the capital represented by their shares.

Art. 8. The Company will recognise only one holder per share. The joint holders have to appoint a sole representative towards the Company.

Art. 9. Shares can be freely transferred by the sole partner, as long as there is only one partner.

In case there is more than one partner, the Company's shares are freely transferable between partners. Inter vivos, they may only be disposed of to the new partners subject to the prior approval of the partners given by the way of a resolution of the partners in a general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital in accordance with the conditions foreseen in article 10. Mortis causa the same approval is required to transfer shares to new partners. This approval however is not required in case the shares are transferred either to ascendants, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The partner who wants to dispose of all or part of his shares must inform the other partners and the Company by registered mail and indicate the number of shares which transfer is demanded, the names, first names, professions and residences of the proposed transferees.

Thereupon the other partners have a right of pre-emption for the redemption of the shares which transfer was proposed. This right is exercised in proportion to the number of shares in possession of each partner. By not exercising, totally or partly, his right of pre-emption, a partner increases the other partner's pre-emption rights.

Shares may never be divided: if the number of shares to transfer is not exactly proportional to the number of shares for which the right of pre-emption is exercised, the surplus is, in the absence of agreements, allocated by drawings. The partner who plans on exercising his right of pre-emption must inform the other partners by registered mail within two months following the letter informing him of the request for transfer, failing which he shall lose his right of pre-emption.

For the exercise of the right originating from the increase of this pre-emption right, partners will be entitled to an additional month starting at the expiration of the two-months term granted to the partners for making public their intention about the exercise of their right of pre-emption.

Failing the exercise of the pre-emption rights granted to the partners of the Company or following the exercise of parts but not all of the pre-emption rights, the sole manager of the Company, or in case of plurality of managers, the board of managers of the Company shall convene, within a month as of the expiration of the period during which the pre-emption rights may be exercised, the general meeting of the partners in order to give their prior approval to the transfer to the new partner of the shares for which the above mentioned pre-emption rights have not been exercised, in accordance with article 9 thereof.

Failing granting of prior approval, the Company shall redeem such shares.

For exercise of the pre-emption rights or failing the prior approval provided for under article 9 thereof, the price payable for acquiring such shares shall be determined by mutual consent between assignor and assignee(s), failing agreement by a qualified accountant designated by mutual consent between assignor and assignee(s), and in case of disagreement by an independent expert named at the request of the prosecuting party by the tribunal of commerce which has jurisdiction over the registered office of the Company.

The expert will report about the determination of the price during the month following his nomination. He will have access to all books and other documents of the Company which he shall deem essential for the execution of his mission.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 12. Neither creditors nor heirs may for any reason seal assets or documents of the Company.

Title III. Management

Art. 13. The Company is managed by one or several managers, not necessarily partners. In dealing with third parties, the manager(s) has (have) extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's object. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of partners which fixes the term of his / their office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the individual signature of any manager.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason, does not bring the winding-up of the Company.

Art. 15. The sole manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company by reason of their function. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Title IV. Shareholders Meetings

Art. 16. Each partner may take part in collective decisions whatever the numbers of shares he owns. Each partner has as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receive in writing by any suitable communication means the whole text of each resolution to be approved prior to his written vote.

Art. 18. The Company's year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 19. Each year on the thirty-first of December the books are closed and the managers prepare a balance sheet and a profit and loss account as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Art. 20. Each year five per cent of the net profit (if any) is set aside for the establishment of a legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The remaining profits shall be allocated by the partner(s).

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the general meeting of partners which shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. For all matters not provided for in the present Articles, the partners refer to the existing laws.

Subscription and payment

The shares have been subscribed as follows by:

Mr Allan Strand Olesen, prenamed,	100
Total shares:	100

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on 31 December 2007.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euro (1,500.- EUR).

General meeting of partners

Immediately after the incorporation of the Company, the partner, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

1) Is appointed manager of the Company for an indefinite period Mr. Allan Strand Olesen, born in Torsted, Denmark on 17 December 1967, residing in 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Grand-Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quatorze juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, soussigné

A comparu:

Mr Allan Strand Olesen, employé privé, né le 17 décembre 1967 à Torsted, Danemark, demeurant 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Grand - Duché de Luxembourg.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} .- Objet, Durée, Dénomination, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le comparant et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»), telle que modifiée, ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, d'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant

la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de ASO HOLDING

Art. 5. Le siège social est établi dans la ville de Walferdange. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune de Walferdange par décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérant, par décision du conseil de gérance ou en toute autre lieu du Grand - Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés. La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II.- Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- €) représentée par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- €) chacune et sont chacune entièrement libérées. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles par l'unique associé, aussi longtemps qu'il n'y a qu'un seul associé.

S'il y a plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément préalable des associés donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 10. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés et la Société par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît le droit de préemption des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne pourront être fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant sont, à défaut d'accord, attribuées par tirage au sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice de droits procédant de l'accroissement du droit de préemption, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

A défaut d'exercice des droits de préemption conférés aux associés de la Société ou en cas d'exercice d'une partie seulement (et non de l'intégralité) des droits de préemption, le gérant unique de la Société, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance de la Société convoquera dans un délai d'un mois à compter de l'expiration de la période durant laquelle les droits de préemption pouvaient être exercés, l'assemblée générale des associés afin que conformément à l'article 9 des présents statuts, soit donné l'agrément préalable au transfert au non-associé des parts pour lesquelles le droit de préemption susmentionné n'a pas été exercé.

A défaut d'obtention de l'agrément préalable, la Société rachètera ces parts sociales.

Pour l'exercice des droits de préemption ou à défaut d'obtention de l'agrément préalable prévu à l'article 9 des présents statuts, le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé d'un commun accord entre le cédant et l(es) acquéreur(s), et à défaut par un expert-comptable et fiscal désigné d'un commun accord par le cédant et l(es)

acquéreur(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 12. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III.- Administration

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat(s). Ils sont librement révocables à tout moment.

La Société n'est engagée en toutes circonstances, que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le gérant unique ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société dans le cadre de leurs fonctions. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un bilan et un compte de pertes et profits ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 20. Chaque année cinq pourcent du bénéfice net (s'il existe) est affecté à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde sera affecté par les associés.

Titre IV.- Dissolution, Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Mr Allan Strand Olesen, prénommé,	100
Total parts sociales:	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- €) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2007.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à mille cinq cents Euro (1.500,- EUR).

Assemblée Générale Extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société l'associé, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée Mr. Allan Strand Olesen, employé privé, né le 17 décembre 1967 à Torsted, Danemark, demeurant 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Grand - Duché de Luxembourg.
- 2) La Société aura son siège social au 22, rue de l'Alzette, L-7210 Helmsange, Grand - Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. S. Olesen, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2007, LAC / 2007 / 13012. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 juillet 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007083568/202/291.

(070092825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Azurit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6858 Munschecker, 7, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 98.572.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007081862/1278/12.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2007, réf. LSO-CF00645. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Industrial Support S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 93.668.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INDUSTRIAL SUPPORT S.A. (en liquidation) tenue à Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, en date du 4 juin 2007 que:

- Les livres et documents de la société seront déposés et conservés pour une période de cinq ans à l'adresse suivante: c/o CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

- Les créances non réclamées des créiteurs ou des actionnaires de la société seront déposées et conservées auprès de CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

- L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a cessé d'exister.

Pour extrait conforme
S. W. Baker
Liquidateur

Référence de publication: 2007082088/4642/21.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2007, réf. LSO-CF08964B. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

School S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.511.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the fifteenth day of the month of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

- (1) APAX SCHOOL SUB 1 S.à r.l.,
- (2) APAX SCHOOL SUB 2 S.à r.l.,
- (3) APAX SCHOOL SUB 3 S.à r.l.,

each having its registered office at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg and being in the process of registration with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg,

and each represented by M^e Sophie Laguesse, licenciée en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 15 June 2007 (such proxy to be registered together with the present deed).

The appearing parties, acting in the above stated capacity, have requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company SCHOOL S.à r.l. («société à responsabilité limitée») which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name SCHOOL S.à r.l. (the «Company») is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes) and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances;

such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (€ 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (€ 1.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not to be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or in case of a board of managers by the board itself (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers, indemnification.

8.1 The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

8.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article Erreur ! Source du renvoi introuvable., every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words «claim», «action», «suit» or

«proceeding» shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words «liability» and «expenses» shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

8.3 No indemnification shall be provided to any manager or officer:

8.3.1 Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

8.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

8.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

8.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

8.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held each last Thursday of May at 2 p.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up the number of shares set out against their respective names:

Subscriber	Number of shares	Payment
APAX SCHOOL SUB 1 S.à r.l.	4,168	€ 4,168.-
APAX SCHOOL SUB 2 S.à r.l.	4,166	€ 4,166.-
APAX SCHOOL SUB 3 S.à r.l.	4,166	€ 4,166.-
Total	12,500	€ 12,500.-

Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,900.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg
2. The following persons are named managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Class A Managers:

Name, Title, Address, Date of birth, Place of birth

Geoffrey Henry, Director of FAcTS SERVICES S.à r.l., 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, 5 May 1972, Chenée (Belgium)

Sophie Laguesse, Licenciée en droit, 2, place Winston Churchill,, L-2014 Luxembourg, 3 May 1974, Liège (Belgium)

Class B Managers:

Name, Title, Address, Date of birth, Place of birth

Stephen Kempen, Head of Funds Administration, 15 Portland Place, London W1B 1PT, 19 July 1974 Cape Town (South Africa)

David Williams, Partner, 60 Green Lane Burnham Slough SL1 8EB, United Kingdom, 6 February 1952, Pembroke Dock (UK)

The Company will be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2007.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quinze juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- (1) APAX SCHOOL SUB 1 S.à r.l.,
- (2) APAX SCHOOL SUB 2 S.à r.l.,
- (3) APAX SCHOOL SUB 3 S.à r.l.,

chacune ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et étant en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg,

et chacune représentée par M^e Sophie Laguesse, licenciée en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 15 juin 2007 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte).

Les parties comparantes agissant ès-qualités ont demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée SCHOOL S.à r.l., qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SCHOOL S.à r.l. (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permise par la loi, dans toute société-mère, directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autres d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou de toute autre manière) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y inclus upstream ou cross stream), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (€ 1,-) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de la classe A et les gérants de la classe B. Toute classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Toutefois, au cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir, les gérants de classe A et les gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des gérants incluant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par le gérant unique, ou en cas de conseil de gérance, par le conseil lui-même (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation.

8.1 Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

8.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article 8.3, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de géant, dirigeant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

8.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

8.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

8.3.2 Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

8.3.3 Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

8.4 Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant,

dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

8.5 Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au dernier jeudi du mois de mai à quatorze (14) heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être une obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, les parties comparantes ont souscrit et intégralement libéré le nombre de parts sociales indiqué à côté de leurs noms respectifs:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Paiement
APAX SCHOOL SUB 1 S.à r.l.	4.168	€ 4.168,-
APAX SCHOOL SUB 2 S.à r.l.	4.166	€ 4.166,-
APAX SCHOOL SUB 3 S.à r.l.	4.166	€ 4.166,-
Total	12.500	€ 12.500,-

Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Évaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 2.200,-

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'unique associé a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:

41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Gérants de classe A:

Nom, Titre, Adresse, Date de naissance, Lieu de naissance

Geoffrey Henry, Directeur de FAcTS SERVICES S.à r.l., 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, 5 mai 1972, Chenée (Belgique)

Sophie Laguesse, Licenciée en droit, 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, 3 mai 1974, Liège (Belgique)

Gérants de classe B:

Nom, Profession, Adresse, Date de naissance, Lieu de naissance

Stephen Kempfen, Directeur Administration de Fonds, 15 Portland Place, Londres W1B 1PT, 19 juillet 1974, Cape Town (Afrique du Sud)

David Williams, Partner, 60 Green Lane, Burnham, Slough, SL1 8EB Royaume Uni, 6 février 1952, Pembroke Dock (UK)

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2007.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, la comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. Laguesse, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2007. Relation: LAC/2007/14632. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007083593/242/431.

(070092385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Gramuglia-Boutet S.e.n.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-9164 Lipperscheid, 11, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 116.521.

La présente est pour vous aviser que les associés Eduardo Gramuglia Pallavicino et Marie-France Boutet ont transféré le Siège Social de leur société en nom collectif, GRAMUGLIA-BOUTET S.e.n.c. le 1^{er} juillet 2007

L'ancienne adresse était le 22, rue Nicolas Ueberecken, L-6651, Wasserbillig.

La nouvelle adresse est le 11 Hauptstrooss, L-9164, Lipperscheid

Le 11 juillet 2007.

E. Gramuglia Pallavicino / M.-F. Boutet

Associé et Gérant / Associée

Référence de publication: 2007082100/6187/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG04989. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Efficace S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.
R.C.S. Luxembourg B 18.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Pour EFFICACE S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007082051/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01970. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

VGL S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 18, rue Xavier Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 115.795.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081863/7914/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05065. - Reçu 93 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Victory Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 25, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 120.438.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081957/4333/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2007, réf. LSO-CG03856. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Sàrl Marck, Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 119.710.

—
DISSOLUTION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés du 8 juin 2007

- L'assemblée a prononcé la clôture de la liquidation et a constaté que la Société a définitivement cessé d'exister au 8 juin 2007.

- L'assemblée a décidé que les livres et les documents de la Société resteront déposés pendant 5 années à L-8055 Bertrange, 53, rue de Dippach à partir de la date de la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Klein

Le liquidateur

Référence de publication: 2007082092/1091/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2007, réf. LSO-CF09885. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Breeze East Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 129.501.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twelfth day of June.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven

There appeared:

1 ° MONUMENT TRUSTEES LIMITED, a limited company incorporated and existing under the laws of Ireland, with registered office at 57 Herbert Lane, Dublin 2 (Ireland), registered under the company number 345558;

2 ° Mr Adrian Masterson, consultant, residing in 57 Herbert Lane, Dublin 2 (Ireland);

both here represented by Ms Sandra Fuchs, private employee, residing in Luxembourg, under the terms and conditions of the powers of attorney signed by the appearing party and the undersigned notary ne varietur and attached to the present public notary's act.

Such appearing parties, have drawn up the following articles of a joint stock company (société anonyme) which they intend to organize among themselves.

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of BREEZE EAST FINANCE S.A. (the Company) which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the Securitisation Law) and shall be subject to and governed by the Securitisation Law, the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Law) as well as by the present articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also transfer, to the extent permitted by law and these articles of association, dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, in this same context, acquire, dispose and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security interests of any kind to Luxembourg or foreign entities and enter into securities lending activity on an ancillary basis.

The Company may open one or several compartments in accordance with Article 7 of these articles of association.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly

or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above. The assets of the Company may only be assigned in accordance with the terms of the securities issued to finance the acquisition of such assets.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) consisting of three thousand one hundred (3,100) shares having a par value of ten euros (EUR 10.-) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Art. 6. Form of Shares. The shares of the Company are in registered form.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by Article 39 of the Companies Law. Ownership of registered shares will be established by registration in the said register. Certificates of such registration may be issued and shall be signed by two directors.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person or if the ownership of such share is disputed, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one sole proxy to represent such share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner towards the Company.

Art. 7. Compartments. The board of directors of the Company may create one or more compartments within the Company (the Compartment or the Compartments). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the board of directors creating such Compartment, correspond to a distinct part of its assets and liabilities. The resolution of the board of directors creating one or more Compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolution against any third party.

As between shareholders and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of shareholders and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the board of directors having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and which shall be exclusively available to satisfy such shareholders and creditors. Creditors and shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such Compartment.

Unless otherwise provided for in the resolution of the board of directors of the Company having created such Compartment, no resolution of the board of directors of the Company may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the shareholders or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of all shareholders or creditors whose rights relate to this Compartment. Any decision of the board of directors taken in breach of this provision shall be void.

Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

The Company may issue securities whose value or yield is linked to specific Compartments, assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of shares.

Art. 8. General Meetings of the Shareholders of the Company. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting is convened by the board of directors. It shall also be convened upon request in writing of shareholders representing at least one fifth (1/5) of the Company's share capital. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they all state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 30th of June at 12.30 a.m.. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Luxembourg business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits required by the Companies Law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile. Except as otherwise required by the Companies Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be adopted by a simple majority of the shareholders present or represented and voting.

The board of directors may determine any other reasonable conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 9. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors in office may be re-elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority vote of the shareholders of the Company.

In the event of a vacancy in the office of a director elected by the general meeting of shareholders because of death, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis by a resolution of the remaining directors elected by the general meeting of shareholders until the next meeting of shareholders, in compliance with the Companies Law.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The board of directors shall choose from among its members, a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside over all meetings of the shareholders and of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman or the shareholders pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice requirement may be dispensed in the case of assent of each director in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing, in writing or by electronic mail, telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call, video conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Meetings of the board of directors may also be held by conference-call or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a simple majority vote of the directors present or represented and voting at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, facsimile, or any other similar means of communication. The entirety of all such documents will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at a meeting of the board of directors.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, if any, or by two directors. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 11. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the Company's purpose and the provisions of the Securitisation Law. All powers not expressly reserved by the Companies Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the board of directors.

Art. 12. Corporate Signature. The Company will be bound by the joint signature of two directors or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated to by the board of directors.

Art. 13. Delegation of Powers. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers. Such persons may be appointed in relation to one or more specific Compartments of the Company.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into management or advisory agreements according to which the above mentioned company or any other company previously approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the conduct of the Company's business and the accomplishment of its purpose, and according to which such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the board of directors of the Company, manage the Company's assets. The management or advisory agreements shall contain the rules governing the modification or expiration of such agreements which are otherwise concluded for an unlimited period. Such management or advisory agreements may be entered into in relation to one or more specific Compartments of the Company.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 14. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 15. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the board of directors and remunerated by the Company. The first auditor will be appointed by the extraordinary general meeting which will be held after the establishment of the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law.

Art. 17. Financial Year. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Art. 18. Profits. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the directors prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Compartment which will be determined as follows:

The result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus and dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management, operation of such Compartment (including fees, costs, corporate income tax on capital gain and expenses relating to dividend distribution).

All income and expenses not attributed to any specific Compartment shall be allocated to all the Company's Compartments on a pro rata basis of the shares issued in each Compartment.

The shareholder(s) will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal practice. The eventual excess of the total of the credits on the total of

the debits on each of these accounts shall be distributed as dividends to the shares of the corresponding Compartment in accordance with the Securitisation law.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in Article 5 (Share Capital) or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5.

The remainder of the annual net profits shall be distributed as dividends to the shareholders in accordance with the Securitisation law. Payments of distributions shall be made to the shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by the Companies Law.

The directors may decide to pay interim dividends to the shares of a specific Compartment on the basis of a statement of accounts prepared by the directors showing that sufficient funds are available for distribution in this Compartment, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits deriving from the associated Compartment since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Companies Law or by these articles of association.

The general meeting of shareholders may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as prescribed by the general meeting.

Art. 19. Liquidation of Compartments. Without prejudice to the provisions contained in Article 7 (Compartments), and subject to the authorisation of the shareholders in a shareholders' meeting which may be required when the articles of association of the Company are modified, each Compartment of the Company may be put into liquidation and its shares redeemed by a decision of the board of directors of the Company.

Art. 20. Liquidation of the Company. The Company may be put into liquidation by a resolution of the general meeting of the shareholders.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and fees.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of each Compartment of the Company held by them.

Art. 21. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Companies Law and the Securitisation Law.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on 31st December 2007. The annual general meeting shall be held for the first time on the day, time and place as indicated in the articles of incorporation.

Subscription

The three thousand one hundred (3,100) shares have been subscribed to as follows:

	shares
1. MONUMENT TRUSTEES LIMITED, prenamed, three thousand ninety-nine shares	3,099
2. Mr Adrian Masterson, prenamed, one share	<u>1</u>
Total: three thousand one hundred shares	3,100

The subscribed capital has been entirely paid up in cash. The result is that as of now the Company has at its disposal the sum of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) as was justified to the notary executing this deed who expressly certifies it.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the Company is liable as a result of its formation is approximately five thousand Euros (EUR 5,000.-).

General meeting

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital and holding themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting of shareholders and unanimously passed the following resolutions:

1. The Company's address is set at L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
2. The number of the directors is set at three (3).
3. The following have been elected as directors, their mandates expiring at the issue of the annual general meeting to be held in the year 2008:
 - a) Mr Andreas Fisch, private employee, born in Trier (Germany) on March 24, 1966, with professional address at L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker;
 - b) Mr Henri Zimmer, private employee, born in Pétange on December 21, 1959, with professional address at L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker;
 - c) Mr Holger Möller, private employee, born in Hamburg (Germany) on February 27, 1956, with professional address at L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
4. KPMG AUDIT, société à responsabilité limitée, having its registered office at Luxembourg, RCS B 103.590, has been appointed as statutory auditor his term of office expiring at the general meeting of the year 2008.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above-named persons, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the English and German texts, the English version will be prevailing.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, said persons appearing signed together with Us, the notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsieben, den zwölften Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, im Amtssitze zu Niederanven.

Sind erschienen:

1 ° MONUMENT TRUSTEES LIMITED, eine öffentliche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend unter den irischen Gesetzen, mit Sitz in 57 Herbert Lane, Dublin 2 (Irland), registriert unter Gesellschaft Nummer 345558;

2 ° Herr Adrian Masterson, consultant, wohnhaft in 57 Herbert Lane, Dublin 2 (Irland);

beide hier vertreten durch Frau Sandra Fuchs, Privatbeamtin, laut den Bedingungen der Vollmacht, welche von den Komparanten und dem unterzeichnenden Notar ne varietur gegengezeichnet wurde und dem Notarakt beigegeben bleibt.

Welche Komparanten die folgenden Artikel des Gesellschaftervertages betreffend einer zwischen ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft beschlossen haben:

Art. 1. Name. Hiermit wird zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung ausgestellten Aktien eine Gesellschaft in Form einer société anonyme mit dem Namen BREEZE EAST FINANCE S.A. errichtet (die Gesellschaft), die den Status einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Gesetzes vom 22. März 2004 über die Verbriefung (das Verbriefungsgesetz) haben wird und dem Verbriefungsgesetz, dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der geänderten Fassung, (das Gesellschaftsgesetz) sowie der vorliegenden Satzung unterliegt und nach diesen ausgelegt wird.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für einen unbestimmten Zeitraum errichtet.

Art. 3. Zweck. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht im Eingehen von einer oder mehreren Verbriefung(en) im Sinne des Verbriefungsgesetzes und die Gesellschaft ist in diesem Zusammenhang berechtigt, bestehende oder zukünftige Risiken zu übernehmen, die sich auf das Halten von beweglichen oder unbeweglichen, materiellen oder immateriellen Vermögenswerten beziehen, sowie Risiken, die aus den durch Dritte übernommenen Verpflichtungen entstehen oder sich ganz oder teilweise auf Aktivitäten Dritter beziehen, und zwar im Rahmen einer oder mehrerer Transaktion(en) oder fortlaufend. Die Gesellschaft ist berechtigt, diese Risiken durch den Erwerb der Vermögenswerte, die Zusicherung der Übernahme von Verpflichtungen oder durch eine anderweitige Verpflichtung zu übernehmen. Sie ist ebenfalls berechtigt, insofern das Gesetz und diese Satzung es zulassen, Forderungen und weitere Vermögenswerte, die sie hält, unabhängig davon, ob bestehend oder zukünftig, im Rahmen einer oder mehrerer Transaktion(en) oder fortlaufend abzuwickeln.

Die Gesellschaft ist in diesem Zusammenhang berechtigt, Darlehen, Aktien, Schuldscheine, Schuldverschreibungen, Verpflichtungen, Schuldtitel, Kredite, Bezugsrechte und sonstige Wertpapiere zu erwerben, zu veräußern oder in diese zu investieren. Die Gesellschaft ist berechtigt, luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen Pfand, sonstige Bürgschaften oder Sicherungsrechte jeglicher Art zu gewähren und zusätzlich Wertpapierlehtätigkeiten nachzugehen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen in Übereinstimmung mit Artikel 7 dieser Satzung zu bilden.

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäftstätigkeiten auszuführen, und im Allgemeinen, sämtliche Transaktionen, die für die Erfüllung oder Entwicklung ihres Zwecks

erforderlich oder nützlich sind, sowie sämtliche Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erfüllung ihres Zwecks in sämtlichen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind. Die Vermögenswerte der Gesellschaft können lediglich in Übereinstimmung mit den Bedingungen der für die Finanzierung des Erwerbs dieser Vermögenswerte ausgegebenen Wertpapiere übertragen werden.

Art. 4. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann innerhalb der gleichen Gemeinde durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können auch jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, eröffnet werden.

Falls der Verwaltungsrat erklärt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse vorgefallen sind oder drohen, die die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dieser Geschäftsstelle und den Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der Geschäftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; diese vorläufigen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet dieser zeitweiligen Verlegung, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Aktienkapital. Das gezeichnete Kapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von jeweils zehn Euro (EUR 10,-) eingeteilt.

Das Aktienkapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre, der in der für eine Änderung dieser Satzung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder verringert werden.

Art. 6. Form der Aktien. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

Ein Register der eingetragenen Aktien wird am Geschäftssitz aufbewahrt, wo es jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Dieses Register enthält alle Angaben, die von Artikel 39 des Gesellschaftsgesetzes vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register begründet. Aktienzertifikate können ausgestellt werden und sind durch zwei Geschäftsführer zu unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird lediglich einen Eigentümer pro Aktie anerkennen. Wird eine Aktie durch mehr als eine Person gehalten, oder ist das Eigentum an dieser Aktie strittig, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus diesen Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung sämtlicher mit diesen Aktien verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer der Aktien gegenüber der Gesellschaft benannt wird.

Art. 7. Teilvermögen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen innerhalb der Gesellschaft zu gründen (das Teilvermögen). Jedes Teilvermögen wird, vorbehaltlich einer anders lautenden Bestimmung im Beschluss des Verwaltungsrates, durch den diese Teilvermögen gegründet werden, separates Miteigentum oder ein separates Treuhandvermögen dar, die jeweils voneinander getrennten Teilen ihres Gesamtvermögens entsprechen. Der Beschluss des Verwaltungsrates, eine oder mehrere Teilvermögen innerhalb der Gesellschaft zu gründen, sind gegenüber jedwedem Dritten bindend.

Zwischen Aktionären und Gläubigern ist jedes Teilvermögen der Gesellschaft als gesonderte Einheit zu behandeln. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger der Gesellschaft, die (i) bei Entstehen als sich auf ein Teilvermögen beziehend bestimmt wurden, oder (ii) in Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind, sind, vorbehaltlich einer anderen Vereinbarung im Beschluss des Verwaltungsrates, durch den das betreffende Teilvermögen gegründet wurde, auf die Vermögenswerte dieser Teilvermögen beschränkt und stehen ausschließlich für die Befriedigung dieser Aktionäre und Gläubiger zur Verfügung. Die Gläubiger und Aktionäre der Gesellschaft, deren Rechte sich nicht auf ein bestimmtes Teilvermögen der Gesellschaft beziehen, haben keine Rechte auf die Vermögenswerte dieser Teilvermögen.

Vorbehaltlich anderer Bestimmungen im Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft, durch den diese Teilvermögen gegründet wurden, darf kein Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft, den Beschluss zu ändern, durch den diese Teilvermögen gegründet wurden, oder einen anderen Beschluss zu fassen, der direkt die Rechte der Aktionäre oder Gläubiger betrifft, deren Rechte sich auf dieses Teilvermögen beziehen, ohne die vorherige Zustimmung sämtlicher Aktionäre oder Gläubiger, deren Rechte sich auf dieses Teilvermögen beziehen, einzuholen. Jedweder Beschluss des Verwaltungsrates, der in Verletzung dieser Bestimmung gefasst wird, ist nichtig.

Jedes Teilvermögen der Gesellschaft kann gesondert aufgelöst werden, ohne dass diese Auflösung in der Auflösung eines anderen Teilvermögen oder der Gesellschaft selbst resultiert.

Die Gesellschaft ist berechtigt, Wertpapiere zu begeben, deren Wert oder Rendite mit bestimmten Teilvermögen, Vermögenswerten oder Risiken verbunden sind oder deren Rückzahlung der Rückzahlung sonstiger Handelspapiere, bestimmter Ansprüche oder bestimmter Aktienkategorien unterliegt.

Art. 8. Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft. Jede ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann ebenfalls auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, die mindestens ein Fünftel (1/5) des Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden. Sind alle

Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden zu sein, kann die Versammlung ohne vorherige Benachrichtigung abgehalten werden.

Die ordentliche Hauptversammlung ist in Luxemburg am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an jedem anderen Ort in Luxemburg abzuhalten, der in der Einberufung zur Versammlung am 30. Juni um 12.30 Uhr angeführt wird. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg, wird die ordentliche Hauptversammlung an dem darauf folgenden luxemburgischen Werktag abgehalten. Weitere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die in den betreffenden Einberufungsschreiben angeführt werden.

Die Beschlussfähigkeit und die Zeitgrenzen, die durch das Gesellschaftsgesetz gefordert werden, regeln die Einberufungsschreiben und die Durchführung der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft, vorbehaltlich einer anders lautenden Bestimmung in dieser Satzung.

Jede Aktie gewährt eine Stimme auf ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen. Ein Aktionär kann sich anlässlich der Hauptversammlung durch einen Dritten vertreten lassen, dessen Vollmacht schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax erteilt wurde. Vorbehaltlich einer anderweitigen Anforderung durch das Gesellschaftsgesetz, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und stimmberechtigten Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Hauptversammlung teilnehmen zu können.

Art. 9. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von den Aktionären bei der ordentlichen Hauptversammlung gewählt, anlässlich derer ihre Anzahl, Vergütung und die Dauer ihres Mandats bestimmt werden. Die Dauer des Mandats darf sechs Jahre nicht überschreiten und endet grundsätzlich mit der Bestellung ihres Nachfolgers. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wiedergewählt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch einen einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Die Hauptversammlung der Aktionäre kann durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Gesellschaft abgewählt werden.

Wird die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz zeitweilig durch einen Beschluss der übrigen durch die Hauptversammlung gewählten Mitglieder des Verwaltungsrats bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 10. Sitzungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretenden Vorsitzenden bestellen. Er kann auch einen Schriftführer bestellen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für das Führen der Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Hauptversammlungen zuständig ist. Der Verwaltungsrat kommt durch Einberufung seitens des Vorsitzenden oder zweier Mitglieder des Verwaltungsrats an dem in dem Einberufungsschreiben angeführten Ort zusammen.

Der Vorsitzende sitzt sämtlichen Hauptversammlungen und Vorstandssitzungen vor. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates ernennen, um den Vorsitz der Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per E-Mail, ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf vorangehende Einberufungsbedingungen kann verzichtet werden, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per E-Mail, Kabel, Telegramm, Telex oder Fax oder mittels eines anderen Kommunikationsmittels zustimmen, dass auf die Einberufungsbedingungen verzichtet werden kann. Einberufungsschreiben sind nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich, per E-Mail, per Telegramm, Telex oder Fax ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennen und durch ihn in der Sitzung handeln. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann mittels Audiokonferenz, Videokonferenz oder sonstiger vergleichbarer Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme einer Person an dieser Sitzung.

Sitzungen des Verwaltungsrats können ebenfalls als Sitzungen mittels Audiokonferenz, Videokonferenz oder sonstiger vergleichbarer Telekommunikationsmittel abgehalten werden, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle anderen verstehen kann.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels schriftlicher, durch E-Mail, Fax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung dient. Beschlüsse in Schriftform, die durch sämtliche Verwaltungsratsmitglieder genehmigt und unterzeichnet sind, haben die gleiche Wirksamkeit wie auf einer Verwaltungsratssitzung abgestimmte Beschlüsse.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden, wenn vorhanden, bzw. durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, die dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes entsprechen. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, die durch das Gesellschaftsgesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 12. Unterschrift. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die Unterschrift der durch den Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 13. Übertragung der Befugnisse. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, seine Befugnisse zur Ausführung der täglichen Geschäftsführung und der Belange der Gesellschaft (einschließlich des Rechts, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen der Förderung der Unternehmensgrundsätze und des Unternehmenszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zu übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, die über die durch den Verwaltungsrat bestimmten Befugnisse verfügen und berechtigt sind, wenn der Verwaltungsrat dies genehmigt, deren Befugnisse zu übertragen. Diese Personen können in Bezug auf ein oder mehrere bestimmte Teilvermögen der Gesellschaft ernannt werden.

Die Gesellschaft kann mit jeder luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge abschließen, gemäß denen die vorstehend angeführte Gesellschaft oder jede andere durch diese vorab genehmigte Gesellschaft, der Gesellschaft Empfehlungen und Rat im Hinblick auf die Ausführung der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und die Erfüllung ihres Zwecks erteilen wird, und gemäß denen diese Gesellschaft berechtigt ist, laufend und vorbehaltlich der Gesamtkontrolle und endgültigen Haftung des Verwaltungsrates der Gesellschaft, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwalten. Die Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge enthalten die Bestimmungen zu Änderung oder Ablauf dieser Verträge, die ansonsten für einen unbestimmten Zeitraum abgeschlossen werden. Diese Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge können in Bezug auf ein oder mehrere bestimmte Teilvermögen der Gesellschaft abgeschlossen werden.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls besondere Aufgaben durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.

Art. 14. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder an diesem anderen Unternehmen ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder einem Unternehmen ist, mit der/dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder mit diesem anderen Unternehmen nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet.

Art. 15. Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, die von solchen Personen im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem sonstigen Verfahren entstanden sind, an dem sie auf Grund ihrer gegenwärtigen oder ehemaligen Stellung als Verwaltungsratsmitglied(er) oder leitende(r) Angestellte(r) der Gesellschaft oder, auf Antrag, auch einer anderen Gesellschaft Gläubiger ist und von der sie keine Entschädigung erhalten, beteiligt ist, außer in Fällen, in welchen sie auf Grund solcher Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigen oder fehlerhaften Verhaltens endgültig verurteilt werden; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung beging. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt weitere Ansprüche nicht aus.

Art. 16. Wirtschaftsprüfer. Die Buchhaltungsdaten in dem Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) geprüft, der von dem Verwaltungsrat ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der erste Wirtschaftsprüfer wird durch die Generalversammlung ernannt, welche sich im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft versammelt.

Der unabhängige Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesellschaftsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes.

Art. 17. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.

Art. 18. Gewinn. Die Konten werden jedes Jahr am einunddreißigsten Dezember geschlossen und die Verwaltungsratsmitglieder bereiten eine Bestandaufnahme vor, die die Angabe des Werts der Aktiva und Passiva der Gesellschaft umfasst. Jeder Aktionär ist berechtigt, die vorstehende Bestandaufnahme und die Bilanz am Geschäftssitz der Gesellschaft einzusehen.

Die Gesellschaft wird auf gesonderten Konten (zusätzlich zu den Konten, die durch die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und der üblichen Buchhaltungspraxis geführt werden) zum Ende eines jeden Geschäftsjahres ein Ergebnis für jedes Teilvermögen bestimmen, das wie folgt festgelegt wird:

Das Ergebnis einer jeden Teilvermögens besteht in der Differenz von sämtlichen Erträgen, Gewinnen oder sonstigen gezahlten oder auf eine andere Art und Weise fälligen Einnahmen in Bezug auf das betreffende Teilvermögen (einschließlich Veräußerungsgewinne, Liquidationsüberschuss und Dividendenausschüttung) und dem Betrag der Ausgaben, Verluste, Steuern und sonstigen Mitteltransfers, die der Gesellschaft während dieser Ausübung entstanden sind und ordnungsgemäß der Geschäftsführung und dem Betrieb dieses Teilvermögens zugewiesen werden können (einschließlich Gebühren, Kosten, Körperschaftssteuern auf Veräußerungsgewinne und Ausgaben bezüglich der Dividendenausschüttung).

Sämtliche keinem bestimmten Teilvermögen zugewiesene Erträge und Ausgaben werden sämtlichen Teilvermögen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis der in den jeweiligen Teilvermögen ausgegebenen Aktien zugewiesen.

Der/die Aktionär(e) wird/werden diese gesonderten Konten gleichzeitig mit den durch die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und der üblichen Praxis gehaltenen Konten genehmigen. Der mögliche Überschuss des gesamten Habens und Solls auf diesen Konten ist in Form von Dividenden zu den Aktien des entsprechenden Teilvermögens in Übereinstimmung mit dem Verbriefungsgesetz auszuschütten.

Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals, wie in Artikel 5 (Aktienkapital) angeführt oder von Zeit zu Zeit erhöht bzw. verringert, wie in Artikel 5 vorgesehen.

Der übrige Teil des jährlichen Nettogewinns ist in Form von Dividenden an die Aktionäre in Übereinstimmung mit dem Verbriefungsgesetz auszuschütten. Die Ausschüttungen sind an die Aktionäre an deren im Aktienregister vermerkte Anschriften zu tätigen.

Die Ausschüttungen können in der Währung und zu dem Zeitpunkt und an dem Ort getätigt werden, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Abschlagsdividenden können in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes ausgeschüttet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können beschließen, Abschlagsdividenden für die Aktien eines bestimmten Teilvermögens auf Grundlage einer durch die Verwaltungsratsmitglieder erstellten Abrechnung zu zahlen, in der ausgewiesen ist, dass ausreichend Mittel für die Ausschüttung in diesem Teilvermögen zur Verfügung stehen; es wird vorausgesetzt, dass der auszuschüttende Betrag die erzielten Gewinne aus den verbundenen Teilvermögen ab Ende des letzten Geschäftsjahres nicht übersteigen darf, zuzüglich Gewinnvorträge und verteilungsfähige Rücklagen, jedoch abzüglich Verlustvorträge und Summen, die einer durch das Gesellschaftsgesetz oder diese Satzung festgelegten Rücklage zuzuweisen sind.

Die Hauptversammlung ist berechtigt, zu beschließen, Aktien-Dividenden an Stelle von Bardividenden zu solchen Bedingungen auszuschütten, die durch die Hauptversammlung bestimmt werden.

Art. 19. Liquidation der Teilvermögen. Unbeschadet der in Artikel 7 (Teilvermögen) enthaltenen Bestimmungen und vorbehaltlich der Genehmigung der Aktionäre auf einer Aktionärsversammlung, die erforderlich sein kann, wenn die Satzung der Gesellschaft geändert wird, kann jedes Teilvermögen der Gesellschaft aufgelöst werden und dessen Aktien durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft zurückgenommen werden.

Art. 20. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und durch die Hauptversammlung benannt werden, die diese Auflösung beschließt und die Befugnisse und Vergütung festsetzt.

Der aus der Liquidierung der Vermögenswerte und der Zahlung der Verbindlichkeiten resultierende Überschuss ist unter den Aktionären im Verhältnis zu den durch diese gehaltenen Aktien des jeweiligen Teilvermögens der Gesellschaft zu verteilen.

Art. 21. Anwendbares Recht. Sämtliche durch diese Satzung nicht geregelten Belange sind in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und dem Verbriefungsgesetz festzulegen.

Vorübergehende Bestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007. Die jährliche Gesellschafterversammlung wird zum Datum, Zeit und Ort wie im Gesellschaftsvertrag vorgesehen abgehalten werden.

Zeichnung des Kapitals

Die dreitausendeinhundert (3.100) Aktien wurde wie folgt gezeichnet:

	Aktien
1. MONUMENT TRUSTEES LIMITED, vorgeannt, dreitausendneunundneunzig Aktien	3.099
2. Herr Adrian Masterson, vorgeannt, eine Aktie	<u>1</u>
Total: dreitausendeinhundert Aktien	3.100

Auf alle Aktien wurde eine Barzahlung in Höhe von 100% geleistet, so dass der Gesellschaft vom heutigen Tage an ein Betrag von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) zur Verfügung steht, wie dies dem Notar, der dies bezeugt, nachgewiesen wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten für welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung haftet, werden auf fünftausend Euro (EUR 5.000,-) geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann sind die eingangs erwähnten Personen, die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals vertreten und sich als gültig zusammengerufen betrachten, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengekommen und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft wird auf L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker, festgelegt.
2. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt.
3. Wie folgend wurden als Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur ordentlichen Gesellschafterversammlung 2008 ernannt:
 - a) Herr Andreas Fisch, Privatbeamter, geboren in Trier (Deutschland), am 24. März 1966, mit beruflicher Anschrift in L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker;
 - b) Herr Henri Zimmer, Privatbeamter, geboren in Pétange, am 21. Dezember 1959, mit beruflicher Anschrift in L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker;
 - c) Herr Holger Möller, Privatbeamter, geboren in Hamburg (Deutschland), am 27. Februar 1956, mit beruflicher Anschrift in L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker.
4. KPMG AUDIT, société à responsabilité limitée, mit Sitz in Luxemburg, RCS B 103.590, ist zum Wirtschaftsprüfer ernannt mit Mandat bis zur ordentlichen Gesellschafterversammlung, die im Jahre 2008 befindet.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie eingangs erwähnt zu Senningerberg.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, hat vorliegende Urkunde auf Wunsch der vorbenannten Erschienenen in Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll, laut den Erschienenen, der englische Text massgebend sein.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchliche Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Fuchs, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2007. LAC/2007/12569. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 11. Juli 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007082903/202/595.

(070091833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2007.

Société de Gestion du Patrimoine Familiale " J " Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 19.524.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

Signature

Référence de publication: 2007081808/1172/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04118. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Tamago S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 76.446.

—
DISSOLUTION

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires qui a eu lieu à Luxembourg le 25 juin 2007

l'Assemblée a décidé à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de clôturer la liquidation et constate que la société a définitivement cessé d'exister.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant cinq ans auprès de MERCURIA SERVICES S.A., ayant siège au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

Pour TAMAGO S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007082087/1005/22.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02141. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Kravatski Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 129.528.

—
STATUTS

L'an deux mille sept, le treize juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- PARFININDUS S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 24, rue St. Mathieu, L-2138 Luxembourg,

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Joeri Steeman, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

2.- Mademoiselle Béatrice Pauls, employée privée, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de KRAVATSKI INVEST S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 13 juin 2012, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 des statuts.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième mercredi du mois de juin à 14.30 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2007.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2008.

Souscription et paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

1.- PARFININDUS S.à.r.l., préqualifiée, neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize actions	9.996
2.- Mademoiselle Béatrice Pauls, prénommée, quatre actions	<u>4</u>
Total: dix mille actions	10.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de un million d'euros (1.000.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 12.700,- (douze mille sept cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Joeri Steeman, expert-comptable, né à Wilrijk (Belgique), le 11 juin 1966, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Monsieur Karl Louarn, expert comptable, né à Firminy (France), le 7 avril 1971, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Mademoiselle Béatrice Pauls, employée privée, née à Malmedy (Belgique), le 12 février 1976, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Pascoal Da Silva, employé privé, né à Montreuil (France), le 2 juillet 1979, demeurant à L-5460 Trintangé, 25, route de Remich.

Troisième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2012.

Quatrième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand seven, on the thirteenth of June.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1.- PARFININDUS S.à r.l., a private limited company, incorporated under Luxembourg law, having its registered office in 24, rue St. Mathieu, L-2138 Luxembourg,

here represented by its sole manager, Mr. Joeri Steeman, chartered accountant, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

2.- Ms. Béatrice Pauls, private employee, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Such appearing parties, acting in the here above stated capacities, have drawn up the following articles of a public limited company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a public limited company (société anonyme) is herewith formed under the name of KRAVATSKI INVEST S.A.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transfers of real estate or on movable property.

The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to group companies any support, loans, advances or guarantees.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at one million euro (EUR 1,000,000.-) divided into one thousand (10,000) shares of no par value.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at five million euro (EUR 5,000,000.-) to be divided into fifty thousand (50,000) shares of no par value.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on 13 June 2012, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and especially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Shares may be evidenced at the owners' option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy by electing a Director by majority vote. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

The board of directors may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 11 of the present articles of association.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the third Wednesday of the month of June at 2.30 pm.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year has to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on the 31st December of 2007.

The first annual general meeting shall be held in 2008.

Subscription and payment

The shares have been subscribed to as follows:

1.- PARFININDUS S.à.r.l., prenamed, nine thousand nine hundred and ninety-six shares	9,996
2.- Mademoiselle Béatrice Pauls, prenamed, four shares	4
Total: ten thousand shares	10,000

All the subscribed shares have been fully paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of one million euro (1,000,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 12,700.- (twelve thousand seven hundred euro).

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the here above stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors:

- Mr. Joeri Steeman, chartered accountant, born in Wilrijk (Belgium), on June 11, 1966, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Mr. Karl Louarn, chartered accountant, born in Firminy (France), on April 7, 1971, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Ms. Béatrice Pauls, employee, born in Malmedy (Belgium), on February 12, 1976, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor

Mr. Pascoal Da Silva, employee, born in Montreuil (France), on July 2, 1979, residing in L-5460 Trintange, 25, route de Remich.

Third resolution

The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2012.

Fourth resolution

The company's registered office is located at L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in French, followed by an English translation and that in case of any divergences between the French and the English text, the French version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signed: J. Steeman, B. Pauls, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2007, Relation: LAC/2007/13849. — Reçu 10.000 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007083597/242/364.

(070092588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Anziehend Mode und Anderes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 26, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 98.819.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Signature

Référence de publication: 2007081860/1278/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2007, réf. LSO-CF00654. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Société de Gestion du Patrimoine Familiale " M " Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 19.525.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

Signature

Référence de publication: 2007081807/1172/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04121. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Perfas S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 32.560.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007081746/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01565. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070089762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Risla S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 18.531.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007081747/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01566. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070089760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

SAF-Holland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 113.090.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2007.

Pour la Société

SAF-HOLLAND S.A

Signature

Référence de publication: 2007081757/1138/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04139. - Reçu 118 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070089926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

ShweDagon Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.420.

Constituée à la suite de la scission de la société anonyme REMABA INTERNATIONAL S.A., par-devant M^e Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch et maintenant à Luxembourg, en date du 12 octobre 2005, acte publié au Mémorial C n^o 243 du 2 février 2006.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ShweDagon INVESTISSEMENTS S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007081618/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01854. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

ShweDagon Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.420.

Constituée à la suite de la scission de la société anonyme REMABA INTERNATIONAL S.A., par-devant M^e Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch et maintenant à Luxembourg, en date du 12 octobre 2005, acte publié au Mémorial C n^o 243 du 2 février 2006.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ShweDagon INVESTISSEMENTS S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007081619/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01854. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Exane Funds 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 117.281.

E

2007 à 12 heures

Résolution 5

«L'Assemblée décide de reconduire le mandat d'administrateur de Messieurs Philippe Sanlaville, Lionel Assoun et Hervé Ragagnon pour un terme venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année 2008.»

Résolution 6

«L'Assemblée décide de reconduire le mandat de réviseur d'entreprises de PricewaterhouseCoopers Sàrl pour un terme d'un an devant expirer à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année 2008.»

Pour copie conforme
BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2007081687/3085/20.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2007, réf. LSO-CF06140A. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Sheridan S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 25.659.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Pour SHERIDAN S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2007081719/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03037. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Valore 3 S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.768.

Le Conseil d'Administration tenu le 11 juin 2007 à 13.00 heures au siège social a décidé,

De nommer comme Président du conseil d'administration, avec effet au 11 juin 2007, Madame Raffaella Quarato, née le 23 novembre 1975 à Rome, Italie, résidant professionnellement au 19/21, boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

VALORE 3 S.A., Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2007081706/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2007, réf. LSO-CF06396. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Gardenia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 14.854.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007081727/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01603. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

LCF Financial Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.851.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 19 mars 2004, acte publié au Mémorial C n^o 536 du 24 mai 2004.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LCF FINANCIAL PARTICIPATIONS S.à r.l.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007081614/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01831. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

ASIF Agricultural-Shipping-Industrial-Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 17.265.

Constituée par-devant M^e Frank Baden, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 18 janvier 1980, acte publié au Mémorial C no 67 du 2 avril 1980, modifiée par-devant le même notaire en date du 26 mars 1985, acte publié au Mémorial C no 153 du 5 juin 1985, modifiée par-devant le même notaire en date du 23 mai 1985, acte publié au Mémorial C no 197 du 9 juillet 1985. Le capital a été converti en euros en date du 24 décembre 2001; l'avis afférent a été publié au Mémorial C no 788 du 24 mai 2002, modifiée par-devant le même notaire en date du 13 juin 2003, acte publié au Mémorial C no 753 du 17 juillet 2003.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASIF AGRICULTURAL-SHIPING-INDUSTRIAL-FINANCE HOLDING S.A.

BERNARD & ASSOCIES S.C.

Signature

Référence de publication: 2007081763/3361/20.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01873. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

SI PO LE MOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 111.780.

Constituée suivant acte reçu par M^e Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 11 novembre 2005, acte publié au Mémorial C n^o 337 du 15 février 2006, modifiée par-devant Me Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 4 octobre 2006, acte publié au Mémorial C n^o 2331 du 14 février 2006.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SI PO LE MOS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007081738/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03090. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Givre Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 69.919.

Il résulte des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 22 juin 2007 que M. Marc Schmit, chef-comptable, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, a été nommé à la fonction d'administrateur en remplacement de M. Gérard Muller, démissionnaire à la même date.

Son mandat viendra à échéance en même temps que celui des co-administrateurs, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2012.

Pour copie conforme

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2007082086/521/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG03129. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.